

Analyse et conjoncture économiques

Le Secteur du suivi et prévision de l'économie et des revenus budgétaires

Volume 2, numéro 6

17 janvier 2005

La Chine

Première partie : portrait macroéconomique et marché du travail

Sommaire

1. Avec la mise en œuvre de réformes en 1978 et 1992, la Chine est passée d'une économie planifiée à une économie socialiste de marché. Ces nouvelles orientations de la politique économique ont généré une forte croissance axée sur l'investissement et les exportations. Néanmoins, même si le pays est devenu aujourd'hui la seconde puissance économique mondiale, sa population reste pauvre.
2. Aux prises avec des écarts persistants de revenus et des niveaux bas de rémunération, la consommation et le niveau de vie de l'ensemble de la population chinoise restent faibles. Encore aujourd'hui, la moitié des travailleurs chinois vit de l'agriculture. Même si le revenu des travailleurs a fait des gains depuis vingt ans, des disparités régionales importantes persistent. Enfin, depuis 1992, la productivité du travail a été le seul contributeur à l'amélioration du niveau de vie des Chinois.

Ce document constitue la première partie d'une série de trois articles d'analyse économique sur la Chine.

1

Chine : la deuxième puissance économique mondiale

D'une économie planifiée à une économie socialiste de marché

Le portrait de la Chine s'est profondément modifié depuis la proclamation de la République populaire en 1949. Il y a 25 ans, le pays a abandonné le modèle soviétique pour adopter un régime qui concilie la libéralisation économique, l'ouverture aux échanges internationaux et la réforme agraire.

Après les manifestations de la place Tien'anmen en 1989 qui ont entraîné une crise au sein de l'État et la fermeture de la Chine aux échanges internationaux, le pays a adopté en 1992 de nouvelles réformes axées sur le socialisme de marché.

Ces réformes ont modifié le profil de l'économie chinoise. Le pays s'est ainsi en partie industrialisé et urbanisé, les infrastructures se sont développées alors qu'une partie de la population s'est scolarisée et enrichie. C'est dans ce contexte qu'a émergé une nouvelle puissance économique en Asie.

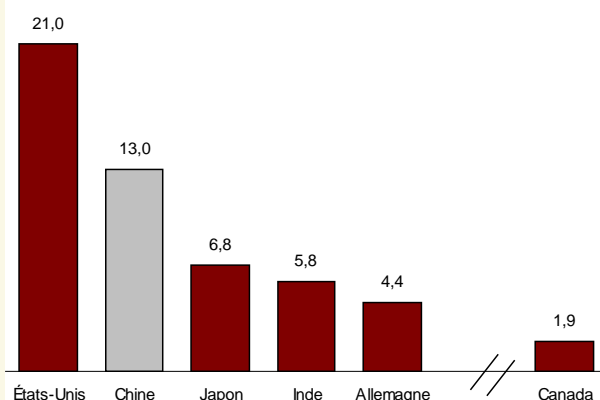
Une puissance économique mais une population pauvre

Pays peu urbanisé de 1,3 milliard d'habitants - 62 % de sa population vit toujours en milieu rural - la Chine représente 20 % de la population mondiale. C'est durant la seconde moitié du 20^e siècle qu'elle a connu un essor démographique important.

En 2003, le PIB réel de la Chine était évalué à 6 354 milliards de dollars américains, plaçant ainsi le pays au second rang mondial après les États-Unis et avant les économies japonaise et allemande.

PART DU PIB MONDIAL – 2003

(en pourcentage)



Source : Fonds monétaire international.

La Chine compte désormais pour 13 % de la production mondiale et la croissance annuelle moyenne de son PIB réel s'élève à 9,5 % depuis 20 ans.

Malgré cette performance économique, la population chinoise reste toujours relativement pauvre. En effet, en 2002, 47 % des ménages ruraux vivaient avec moins de deux dollars américains par jour et le niveau de vie des Chinois demeure nettement inférieur à celui des habitants des pays industrialisés. La Chine occupe ainsi le 99^e rang mondial du PIB par habitant.

PIB per capita – 2003 (rang mondial)

	PPA - \$ US	Rang
États-Unis	36 519	3
Canada	30 936	6
Allemagne	27 576	13
Japon	27 351	15
Chine	4 900	99
Inde	2 704	120

Source : Fonds monétaire international.

En effet, sur la base de la parité des pouvoirs d'achat, la production par habitant ne s'élevait qu'à 4 900 dollars américains en 2003, alors qu'elle se chiffrait à 36 519 dollars aux États-Unis et à 27 351 dollars au Japon. Parmi les dix plus grandes économies du monde, seule la production par habitant de l'Inde est inférieure à celle de la Chine.

Selon la Banque mondiale, en 1990, la Chine comptait 375 millions de personnes pauvres, soit 29 % de la population pauvre mondiale. En 2002, 17 % de sa population vivait sous le seuil de la pauvreté établi par la Banque mondiale. Le gouvernement chinois s'est fixé comme objectif de réduire ce taux à 9 % en 2015.

Par ailleurs, la Chine doit faire face à un autre défi de taille, celui de la concentration de la richesse sur la côte. En effet, parmi les 31 provinces chinoises, les sept plus riches, qui occupent 14 % du territoire et sont concentrées dans les régions côtières, reçoivent 85 % des investissements directs étrangers (IDÉ), fournissent 89 % des exportations et comptent pour 37 % de la population et 49 % du PIB. Nous reviendrons sur ce défi dans la troisième note d'analyse et conjoncture économiques de cette série portant sur la Chine.

Des réformes favorables à l'économie

C'est en 1978, dans l'espoir d'arracher la Chine à son sous-développement, que Deng Xiaoping met en place, tout en préservant l'idéologie socialiste, ce que l'on a appelé « Les Quatre Modernisations ». Ces réformes comprenaient des politiques axées sur l'industrie, l'agriculture, la recherche scientifique et la défense. Elles touchaient entre autres à la modernisation de l'industrie agricole, à la libéralisation des marchés, à

l'amélioration des infrastructures, à l'ouverture internationale et à la relance industrielle.

Ces politiques se sont avérées favorables à l'économie comme en témoigne la croissance annuelle moyenne du PIB réel qui s'est élevée à 9 % entre 1980 et 1991, alors qu'elle se chiffrait à 5,8 % entre 1953 et 1978.

Ces changements structurels ont également contribué à améliorer le niveau de vie des Chinois. Entre 1980 et 1991, la croissance annuelle moyenne du PIB réel par habitant s'est chiffrée à 7,4 %, alors qu'elle n'affichait que 4,5 % avant les réformes.

En 1992, à la suite des manifestations de la place Tien'anmen de 1989, la Chine a mis de l'avant de nouvelles réformes en adoptant le concept d'économie socialiste de marché grâce auquel Deng Xiaoping a plaidé la cause de l'ouverture, de l'initiative privée et de la coopération internationale afin de regagner la confiance de ses partenaires commerciaux.

Ces nouvelles politiques ont renforcé davantage l'activité économique durant la décennie 1990 alors que la croissance annuelle moyenne de l'activité économique s'est élevée à 10 % tandis que celle du PIB réel par habitant s'est accrue à 8,8 %.

Une activité économique soutenue par l'investissement et les exportations

Dès la mise en œuvre des premières politiques de modernisation économique en 1978, l'investissement, ainsi que les exportations, sont devenus les principaux facteurs de la croissance économique.

Par ailleurs, bien qu'elle ait enregistré une croissance annuelle moyenne de 8,5 % entre 1980 et 2001, la consommation privée occupe une place modeste dans l'économie chinoise. Sa part dans le PIB réel a reculé de 9 % entre 1980 et 2001 et ne compte plus que pour 45 % de la production. En comparaison, la consommation représente plus de 55 % du PIB réel dans les économies développées et jusqu'à 68 % aux États-Unis.

PIB réel et composantes (en pourcentage)

	Croissance annuelle entre 1980 et 2001	Part du PIB	
		1980	2001
PIB	9,5	100	100
Consommation privée	8,5	54	45
Consommation publique	9,6	12	12
Investissement	10,7	30	38
Exportations	14,0	14	32
Importations	12,0	17	27

Source : Global Insight.

Néanmoins, la hausse du niveau de vie dans les régions riches a permis d'accroître la demande intérieure de biens durables pour la consommation.

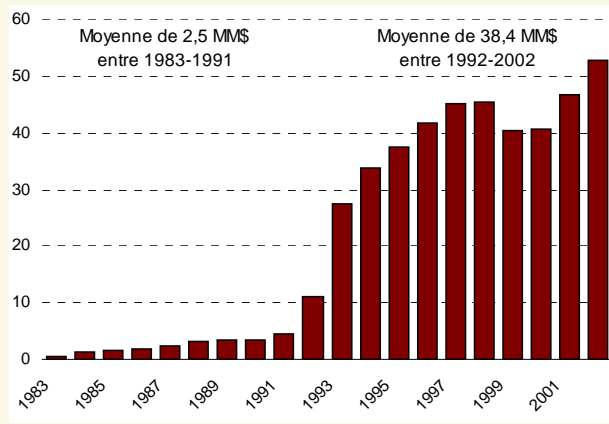
En outre, même si l'État occupe toujours une place prédominante dans l'économie, les dépenses de consommation publique sont relativement peu importantes. La part des dépenses publiques dans le PIB réel est demeurée stable autour de 12 % au cours des deux dernières décennies. Toutefois, ce niveau est inférieur à celui des économies développées.

Les investissements ont connu une croissance de 10,7 % entre 1980 et 2001. Ils occupent ainsi une part de plus en plus importante dans le PIB réel, qui est passée de 30 % en 1980 à 38 % en 2001. Malgré les réformes qui ont amené le gouvernement à privatiser certaines sociétés d'État et à diminuer le niveau de ses investissements, les investissements des sociétés d'État occupent toujours la part dominante avec 47 % du total en 2001.

Depuis 1992, de nouvelles catégories de firmes se sont mises à investir en Chine. Ce sont les entreprises à participation étrangère qui comptaient pour 24 % des investissements en 2001.

La réforme économique de 1992 a ainsi favorisé le partenariat étranger. Les IDÉ ont connu une croissance importante, passant de moins d'un milliard de dollars américains ou 0,6 % de l'investissement total en 1983 à près de 55 milliards de dollars américains ou 11 % du total en 2002. Ces investissements ont ainsi incité les entreprises locales à devenir plus concurrentielles en plus d'être une importante source de financement pour le développement économique de la Chine.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (en milliards de dollars américains)



Source : Datastream.

La nationalisation des entreprises en 1950 avait dissuadé les sociétés étrangères d'investir en Chine alors que la réforme de 1992 a redonné confiance aux investisseurs étrangers.

L'OCDE a calculé qu'entre 1987 et 1998, la Chine a attiré 30 % des flux d'investissements étrangers destinés aux pays en développement et 50 % des flux vers les pays d'Asie du Sud-Est. En 2002, la Chine a été l'économie qui a attiré le plus d'investissements étrangers parmi les pays en développement.

La Chine attire particulièrement les investisseurs asiatiques, qui ont compté pour plus de 60 % des investissements totaux en 2001, et notamment Hong Kong qui représente à lui seul 36 % des IDÉ.

Enfin, il faut mentionner que c'est le commerce international qui a été, depuis plus de 30 ans, la principale source de croissance économique en Chine. En effet, les réformes économiques mises en place en 1978 ont favorisé l'ouverture du pays au commerce international alors que l'adoption d'une économie socialiste de marché en 1992 a accentué les efforts déjà entrepris.

En particulier, la Chine a amorcé ses échanges commerciaux en 1978 en créant des zones économiques spéciales. Ces zones, qui constituaient une porte d'accès à la technologie étrangère et servaient de laboratoire à la libéralisation accrue du marché chinois, ont reçu les investissements et les stimuli fiscaux nécessaires à leur essor.

Par la suite, dès 1992, le gouvernement a favorisé l'entrée de capitaux et de savoir étrangers en plus de miser sur les avantages comparatifs de sa main-d'œuvre. Ces mesures ont porté la part des exportations de marchandises en pourcentage du PIB de 4 % dans la décennie 1970 à 26 % dans les années 2000.

Ce sont ainsi les exportations qui ont permis, jusqu'ici, de financer la modernisation de l'économie.

Une activité industrielle qui se diversifie depuis les années 1990

La participation des sociétés étrangères ne s'est pas limitée au financement de l'industrie chinoise. Au fil des ans, les IDÉ ont contribué à modifier la structure industrielle chinoise en orientant les industries vers une production à plus forte intensité technologique, comme l'électronique et les télécommunications.

Ainsi, alors que la croissance de la production de vêtements s'est élevée à 4,8 % en moyenne par année entre 1991 et 2001, celle des micro-ordinateurs a atteint 49 %.

Par ailleurs, grâce aux IDÉ, le nombre d'entreprises à participation étrangère dans le secteur des hautes technologies, dont l'électronique et les télécommunications, a fortement augmenté.

2

Le marché du travail et la productivité en Chine

Les travailleurs chinois ont peu bénéficié de l'essor de l'économie des vingt dernières années. Le secteur de l'agriculture occupe toujours la moitié de la main-d'œuvre, et de grandes disparités de revenus existent entre les régions et les secteurs d'activité. Enfin, les forts investissements, bien qu'ayant contribué à rehausser la productivité, n'ont pas permis d'augmenter le nombre d'emplois dans l'économie.

Le chômage reste élevé en Chine

En 2001, la population active de la Chine comprenait 744 millions de personnes. Le taux de chômage officiel, estimé en milieu urbain uniquement, se chiffrait à 3,6 %, soit environ six millions de chômeurs.

Néanmoins, le taux de chômage effectif est supérieur aux statistiques officielles et se situe vraisemblablement entre 10 % et 12 %. Cette différence s'explique surtout par la définition limitative de la population active utilisée en Chine. En effet, seuls les hommes de 16 à 50 ans et les femmes de 16 à 45 ans sont pris en compte pour établir la population active.

Par ailleurs, les statistiques officielles n'incluent que les activités non agricoles en milieu urbain compte tenu qu'il est difficile de quantifier le chômage dans les zones rurales. Enfin, la réforme agricole, conjuguée à un contrôle de l'immigration interrégionale, a donné lieu à une population de 100 à 200 millions de personnes sans travail, à statut précaire, exclues des statistiques officielles.

La moitié des travailleurs chinois vit de l'agriculture

Avec le processus de transfert vers une économie industrielle et de services, la part du secteur agricole dans l'économie a reculé fortement passant de 30 % en 1980 à 16 % en 2000. Toutefois, le secteur agricole emploie encore aujourd'hui la moitié de la main-d'œuvre totale.

Part des secteurs
(en pourcentage)

	Dans le PIB			Dans l'emploi		
	1980	1990	2000	1980	1990	2000
Agriculture	30	27	16	69	60	50
Industrie	49	41	51	18	21	22
Services	21	31	33	13	19	28

Source : Bureau national des statistiques de Chine.

Les facteurs de production se sont néanmoins progressivement transférés de l'agriculture vers le

secteur industriel, mais aussi vers le secteur des services, comme la restauration ou les transports.

La faiblesse du niveau d'éducation constitue cependant un frein au transfert des ressources du secteur agricole à celui des services. En l'an 2003, 11 % de la population de 15 ans et plus ne savait ni lire ni écrire et seulement 5,5 % de la population possédait un diplôme collégial ou universitaire.

Le revenu des travailleurs a fait des gains mais des disparités régionales persistent

Le revenu des travailleurs a fait des gains importants depuis 20 ans. Néanmoins, celui-ci a progressé moins rapidement que l'économie. Ainsi, entre 1980 et 1999, le revenu des travailleurs a augmenté de 6,3 % alors que le PIB réel s'est accru de 9,5 % annuellement.

Par ailleurs, même si l'écart de revenus entre les ménages urbains et ruraux s'est quelque peu rétréci au cours des 20 dernières années, le revenu des ménages urbains demeure 2,7 fois plus important que celui des ménages ruraux, dont la moitié des revenus reste perçue en nature, notamment en céréales.

Ces disparités de revenus sont mises davantage en évidence en comparant les écarts de niveau de vie des 31 provinces chinoises. Alors que le développement économique des provinces côtières est axé sur les secteurs secondaire et tertiaire, celui des provinces de l'intérieur est orienté vers le secteur agricole et l'industrie lourde, une activité moins rémunérée. C'est ainsi que Shanghai, à l'Est, est la région la plus riche avec une production par habitant de 16 500 dollars américains tandis que la province de Guizhou, à l'Ouest, est la plus pauvre avec une production par habitant équivalant à moins de 10 % de celle de Shanghai, à 1 300 dollars américains.

Des disparités de revenus importantes sont également présentes dans les divers secteurs de l'économie. La rémunération de l'agriculture et des autres activités du secteur primaire ne représentait ainsi que la moitié du salaire national moyen en 2001. Celle de l'industrie comptait pour 90 % du salaire national, alors que le secteur de la recherche, des sciences et de l'ingénierie en valait 151 %.

Indice des salaires nominaux par secteur en 2001
(en pourcentage de la moyenne)

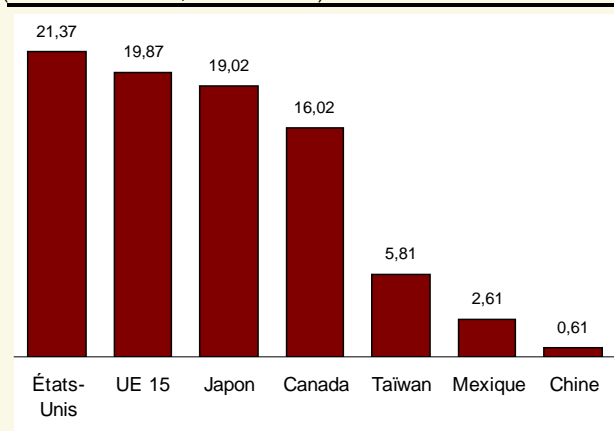
Moyenne nationale	100
Agriculture, foresterie et pêche	53
Industrie	90
Gouvernements et organismes	112
Secteur immobilier	130
Électricité, gaz et eau	134
Services financiers et assurances	150
Recherche, science et ingénierie	151

Sources : Bureau national des statistiques de Chine et Bureau international du travail.

Par ailleurs, c'est grâce à une faible rémunération horaire que la Chine est aujourd'hui compétitive dans les activités à forte intensité en main-d'œuvre. En plus de pouvoir compter sur des travailleurs nombreux et disponibles, et en l'absence d'avantages sociaux significatifs (alors qu'un système de sécurité sociale est davantage présent dans les milieux urbains), les salaires restaient, en 2002, plus de 30 fois inférieurs à ceux des grands pays industrialisés.

RÉMUNÉRATION HORAIRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE MANUFACTURIÈRE - 2002

(dollars américains, PPA de 1997)



Sources : Bureau of Labor Statistics, Global Insight.

La productivité du travail, principal contributeur à l'amélioration du niveau de vie, a doublé depuis 1992

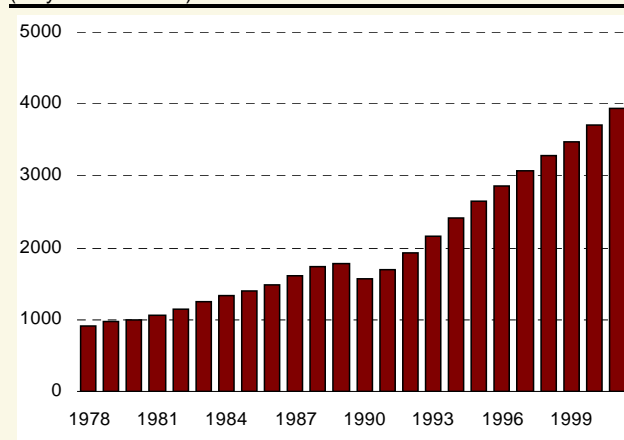
Avant la mise en œuvre des premières réformes, le régime de collectivisation des terres et des moyens de production imposé par l'État ne favorisait pas la productivité du travail dans un contexte où la main-d'œuvre était très abondante. La réforme agraire de 1978 a favorisé la décollectivisation des terres et le retour des exploitations familiales. L'État a entre autres permis la vente libre des surplus de production sur le marché à des prix non contrôlés. L'impact économique de cette réforme fut néanmoins limité, le secteur agraire étant aux prises avec un sous-emploi important.

Ce n'est véritablement qu'avec la seconde vague de réformes, à partir de 1992, que la production par employé a pris son envol. Ces gains de productivité ont été générés par une forte croissance des IDE et par les réformes des entreprises d'État et des entreprises collectives de 1992 qui ont entraîné des licenciements importants.

Ainsi, contrairement aux réformes de 1978, celles de 1992 ont généré d'importants gains de productivité : la productivité du travail a plus que doublé, passant de 1 900 yuans par travailleur en 1992 à près de 4 000 yuans en 2001.

PIB RÉEL PAR EMPLOYÉ

(en yuans de 1978)

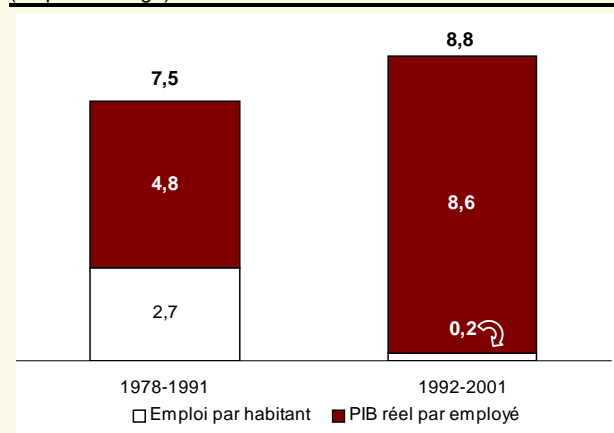


Source : Centre d'études des niveaux de vie, Canada.

Les licenciements effectués dans les entreprises publiques et les entreprises collectives à partir de 1992 ont entraîné une stagnation du taux d'emploi. Ainsi, après avoir progressé annuellement de 2,7 % en moyenne entre 1978 et 1991, le taux d'emploi a stagné entre 1992 et 2001 n'ajoutant aucun apport à la croissance économique.

DÉCOMPOSITION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ENTRE LA PRODUCTIVITÉ ET L'EMPLOI

(en pourcentage)



Source : Bureau national des statistiques de Chine.

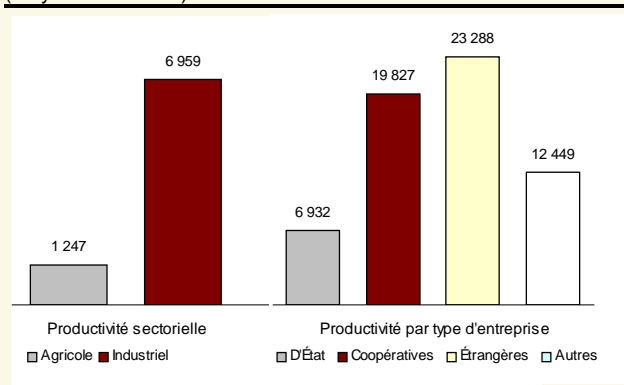
Contrairement à la période de 1978 à 1991, la croissance économique observée entre 1992 et 2001 est ainsi redevable en quasi-totalité aux gains enregistrés au chapitre de la productivité du travail.

La productivité diffère selon les secteurs et le type de propriété

L'économie chinoise est caractérisée par une forte dualité entre le secteur primaire, moins productif, et le secteur secondaire, plus productif. Malgré les réformes entreprises, l'écart de productivité entre le secteur agricole et le secteur industriel ne s'est pas rétréci. En

l'an 2000, la productivité du secteur industriel équivalait à six fois celle du secteur agricole.

PRODUCTIVITÉ SELON LE SECTEUR OU LE TYPE D'ENTREPRISE (en yuans de 1978)



Sources : Bureau national des statistiques de Chine, Centre d'étude des niveaux de vie.

Par ailleurs, le type de propriété a joué un rôle important dans les écarts de productivité. La productivité des coopératives rurales et urbaines a explosé au cours des années 1990 à la suite d'une politique de réduction de la main-d'œuvre.

La productivité des entreprises d'État, pour sa part, est restée faible même si elle a connu une remontée à la fin des années 1990. Les licenciements des travailleurs dans ces entreprises n'ont pas atteint l'ampleur de ceux des coopératives.

La productivité des entreprises privées a été supérieure à celle des entreprises d'État, mais elle n'a pas enregistré d'explosion de croissance, car ces firmes, petites et familiales, sont contraintes la plupart du temps d'engager les membres de leur famille qui perdent leur emploi dans les autres catégories d'entreprises.

Enfin, ce sont les entreprises étrangères qui ont la productivité la plus élevée. En effet, en s'installant en Chine, ces entreprises ont implanté leurs technologies de pointe souvent plus développées que celles des entreprises chinoises.

Le principal enjeu de la productivité de la Chine, aujourd'hui, est de corriger les écarts de productivité entre le secteur agricole et le secteur industriel. Le rattrapage de la productivité du secteur agricole permettra d'améliorer le niveau de vie des zones rurales et de réduire ainsi les inégalités.

3

Conclusion

Deuxième économie mondiale, la Chine représente aujourd'hui 13 % de la production mondiale et profite d'une croissance économique annuelle moyenne de 9,5 % depuis 20 ans. Néanmoins, l'ensemble de la population chinoise n'a pas profité également de cette forte croissance économique. En effet, en 2002, 17 % de la population chinoise vivait toujours sous le seuil de la pauvreté et la richesse reste encore concentrée dans les régions côtières.

Par ailleurs, même si la moitié des travailleurs chinois vit encore de l'agriculture, leurs revenus ont fait des gains depuis 20 ans et la productivité du travail a quadruplé depuis 1978.

Les réformes de 1978 et de 1992 ont incontestablement atteint certains de leurs objectifs, notamment en favorisant l'ouverture de la Chine au commerce international. En 2002, la Chine a ainsi été l'économie qui a attiré le plus d'investissements étrangers parmi les pays en développement et son économie s'est engagée clairement dans la voie de la diversification.

Le deuxième numéro de cette série de trois notes d'analyse et conjoncture économiques explorera plus en détail les caractéristiques du commerce international de la Chine alors que le troisième numéro permettra de faire le point sur les défis auxquels est déjà confrontée son économie.

Produit par la Direction de l'analyse et de la prévision économiques avec la contribution de Vivian Sedano, Christine Breton et Jean-Damascène Habarurema.

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec M. Marc Sirois, directeur principal, au (418) 644-7321.

Ce document est disponible sur le site Internet du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca.